

I'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Vendredi
14 mai 1976

No 490

1,50 F

B.P. 6
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Foyers Sonacotra en grève

Unité autour du comité de coordination

D'après les informations fournies par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, les patrons de la Sonacotra font actuellement de multiples démarches auprès des foyers grévistes, et proposent de lâcher sur des revendications qu'ils rejettent jusqu'à présent. Ainsi, sur les foyers ils seraient prêts à donner approximativement ce que demandent les résidents ; ainsi sur le règlement intérieur, etc. Ce qu'ils veulent c'est que des foyers lâchent le mouvement d'ensemble sur la base de la satisfaction des revendications différentes entre chaque foyer.

Par là, la Sonacotra et le pouvoir montre leur faiblesse et leur impuissance à enrayer un tel mouvement de masse de nos frères immigrés, jamais vu en France jusqu'à présent.

Par les formes d'organisation démocratiques, par son ampleur et parce qu'il touche des travailleurs immigrés, qui dans notre régime n'ont que le droit de se taire ou de « rentrer chez eux », un tel mouvement touchant plus d'une dizaine de nationalités fait prur à la bourgeoisie.

C'est pourquoi la Sonacotra préfère lâcher sur certains points pourvu que l'unité du mouvement exprimée à travers le comité de coordination, soit mise en pièce.

Nous avons vu que c'est là l'intérêt des patrons de la Sonacotra, mais c'est là aussi l'intérêt de la nouvelle bourgeoisie révisionniste du PCF.

MEME INTERET, MEME PRATIQUE

Ainsi, depuis le début du mouvement les faux communistes du PCF ont-ils tenté par tous les moyens de briser le mouvement d'ensemble et de l'empêcher de se renforcer et de prendre une envergure nationale. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises depuis de nombreux mois, le PCF à l'aide des organisations de masse qu'il contrôle bureaucratiquement s'est efforcé de faire pression sur les grévistes pour qu'ils négocient sur la base de leur foyer.

Pourquoi cela ?

Beaucoup de foyers Sonacotra sont construits dans

des municipalités dont les mairies et les divers appareils s'y rattachant sont contrôlés politiquement et économiquement par les révisionnistes du PCF. Nous avons révélé dans notre numéro du 1er Mai les profits extirpés par le PCF dans la construction des foyers Sonacotra ainsi que par le FAS (Fonds d'action sociale) payé à 80 % par les résidents des foyers.

Mais si ces municipalités sont au PCF, par contre ce parti a eu jusqu'à présent très peu d'influence sur les immigrés résidents dans les foyers Sonacotra ou autres. C'est là le résultat de la politique et de la pratique racistes des dirigeants révisionnistes (on connaît par exemple leur théorie sur le seuil maximum - 13 % - d'immigrés « supportables » par localité ou leur programme de statut spécial raciste pour les travailleurs immigrés contenu dans le Programme commun).

(Suite page 5)

Bretagne

Essor du mouvement pour la libération de Le Gal

De notre correspondant

Le comité populaire pour la libération des prisonniers politiques à Saint-Brieuc, a donné une conférence de presse le 12 mai, en présence de correspondants d'Ouest-France, Libération, l'Humanité rouge.

Après avoir rappelé les faits qui ont amené l'arrestation de Romain Le Gal et l'inculpation de ses camarades de Lorient, les représentants du comité ont insisté sur la nécessité d'un soutien large et efficace. C'est pour obtenir la libération de Romain Le Gal, la levée des inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'État, que se sont constitués déjà 11 comités de masse en Bretagne, analogues à celui de Saint-Brieuc. Pourquoi un comité de masse et non un cartel d'organisations ? Parce qu'il faut mobiliser largement et que de plus au comité de masse chaque présent peut s'exprimer et participer à la décision.

A la question « Comment expliquer l'arrestation des marxistes-léninistes de Lorient ? », un représentant du comité a répondu : « Le pouvoir a voulu frapper ces militants, parce que ce sont des militants politiques, en les accusant

de reconstitution du PCMLF. Il est important aussi de noter qu'il s'agit d'ouvriers et d'employés connus comme militants syndicalistes. Le pouvoir veut tester les capacités de riposte populaire face à ses mesures fascistes. »

Après avoir rappelé les nombreuses actions du comité sur Saint-Brieuc (tracts, panneaux d'information dans les quartiers, manifestations regroupant 150 personnes, etc), le comité a appelé à participer largement à la manifestation et au rassemblement de Lorient, samedi 15 mai. L'importance de cette journée n'échappe à personne, il faut montrer au pouvoir que le peuple ne se laissera pas faire.

A noter, c'est important, que l'assemblée générale départementale du SGEN-CFDT vient d'appeler à participer à la journée de Lorient. Rappelons que des sections de base avaient pris position dès le début.

Note : concernant l'organisation, le comité de Saint-Brieuc précise qu'un départ en voiture pour Lorient se fera samedi 15 au centre Charner à Saint-Brieuc entre 12h 30 et 14h.

Un ministre du Timor-est indique

«Le peuple
remportera
la victoire dans sa
résistance contre
l'agression
indonésienne»

Notre confrère algérien «El Moudjahid» rapporte aujourd'hui que dans une interview qu'il lui a accordée, Amude Alcatiri Maribim, ministre d'Etat chargé des Affaires politiques de la République démocratique de Timor oriental actuellement en visite en Algérie, a déclaré : «Le peuple timorais ne déposera pas les armes tant qu'un pouce de son pays restera sous occupation étrangère.»



Nous publions en page 8 de très larges extraits de l'interview du ministre de Timor-Est au quotidien algérien «El Moudjahid».

Mise à l'écart de deux magistrats trop curieux

Lundi matin le Journal officiel indiquait la mutation de deux magistrats marseillais pour «intérêt du service». Lecanuet avait même précisé que ces derniers en avaient eux-mêmes fait la demande.

Mercredi les deux magistrats déclaraient qu'il s'agissait en réalité d'une mise à l'écart suite aux inculpations et enquêtes que ces deux magistrats avaient engagées récemment.

Ainsi le substitut Étienne Ceccaldi a été muté à Maubeuge, tandis que le juge Aumeras l'a été à Lorient.

La vérité, c'est que Ceccaldi est un magistrat fort curieux. Lecanuet et la classe qu'il représente lui reprochent en effet de s'être intéressé d'un peu trop près à la fameuse affaire des pétroliers et d'avoir inculpé huit PDG de ces sociétés en question.

Le plus irritant sans dou-

te pour Lecanuet et ses protégés c'est que Ceccaldi s'était déjà fait remarquer dans l'affaire Naehmens, un scandale immobilier où l'UDR trempait jusqu'au cou.

Quant au juge Aumeras invité à séjourner à Lorient où dernièrement la justice a montré de quel côté il fallait frapper - en inculquant cinq travailleurs pour reconstitution du PCMLF - il s'était spécialisé dans les affaires de drogue et donc avait un œil tourné sur les activités du SAC qui comme chacun sait est lié au groupe UDR.

Interrogé par des journalistes sur sa mise à l'écart Ceccaldi devait répondre : «Si des poursuites disciplinaires étaient engagées comme le laisse entendre le garde des sceaux, je me considérerais relevé du secret de l'instruction, et pourrais donner des précisions sur les circonstances de certaines affaires.

Gageons que Lecanuet maintenant sera moins bavard.

Attaque du Front POLISARIO contre la ville de Chinguetti

La ville de Chinguetti située à l'intérieur même des anciennes frontières de la Mauritanie, a été attaquée dimanche soir par le Front POLISARIO.

Deux ou trois soldats mauritaniens auraient trouvé la mort au cours des combats, apprend-on d'autre part.

Les partisans sahraouis seraient arrivés dimanche dans la nuit dans la ville de Chinguetti (à une centaine de kilomètres au sud-est d'Atar) par l'est du pays

à bord de plusieurs Land rovers et auraient occupé l'agglomération pendant près de vingt-quatre heures après un bref combat avec les quelques soldats chargés de la défense de la ville. Les membres du commando du Front POLISARIO auraient ensuite quitté Chinguetti avant l'arrivée des troupes mauritaniennes (environ trois cent hommes) envoyés en renfort d'Atar.

(Suite page 2).

Lorient
**RASSEMBLEMENT POUR LA
LIBERATION DE ROMAIN LE GAL
ET LA LEVEE DE
TOUTES LES INCULPATIONS**
Samedi 15 mai, à 15 h

Devant la maison des syndicats
boulevard Cosmao-Dumanoir
**à l'appel des comités
de soutien de Bretagne**

**Meeting de l'Association
Médicale
Franco-Palestinienne**
**«UNE TERRE OCCUPEE,
UN PEUPLE EN LUTTE»**
Dimanche 16 mai - 14 H
Salle de la Mutualité
métro Maubert

ALBANIE

Devant la délégation d'ouvriers d'Elbasan

L'INTERVENTION DU CAMARADE ENVER HOXHA

Le premier secrétaire du Comité central du Parti du travail d'Albanie, le camarade Enver Hoxha, recevant au siège du comité central un groupe d'ouvriers et de spécialistes albanais et chinois qui travaillent pour la construction et la mise en exploi-

Le camarade Enver Hoxha a serré la main des ouvriers et les a embrassés l'un après l'autre.

« Cette rencontre est pour nous tous un véritable jour de joie », a-t-il déclaré. L'inauguration de la chaîne fonte-coke du complexe sidérurgique est une grande victoire politique et économique, qui renforce l'Albanie socialiste. C'est l'ouvrage le plus important que construit la classe ouvrière de notre pays sous la direction du parti, elle marque une étape décisive dans le développement de notre industrie, c'est l'ouvrage où sera produit le pain de notre industrie...

Notre parti s'est heurté à un travail hostile de la part des révisionnistes soviétiques et de leurs satellites dans tous les domaines, surtout quant au traitement du ferronickel. Pour un temps ils nous ont trompés. Enfin ils sont arrivés à la conclusion colonialiste qu'en Albanie on ne peut pas construire un complexe sidérurgique en comptant sur notre minerai, et qu'il doit l'envoyer en Tchécoslovaquie, car là on pourrait construire le complexe. Et ainsi nous devions vendre notre minerai à des prix qu'on nous imposerait. Ceci, je tiens à le rappeler aussi bien aux camarades albanais qu'aux camarades chinois pour souligner combien les révisionnistes soviétiques et les autres révisionnistes modernes ont été et sont des ennemis féroces. La grande aide internationale de la République populaire de Chine a résolu avec succès ce problème important pour notre économie.

Que les ennemis calomnient autant qu'ils voudront, a poursuivi le camarade En-

ver Hoxha. Depuis quelque temps dans le monde capitaliste-révionniste on mène une campagne qui laisse sous-entendre que les relations d'amitié entre la Chine et l'Albanie se sont refroidies. Il n'y a pas de calomnie plus infame. Mais cela ne nous surprend pas, parce que c'est ainsi qu'ont agi et continueront à agir nos ennemis.

Il y a même un journal hongrois qui a inventé que prétendument les Chinois n'envoient plus de matériel

tation du complexe sidérurgique d'Elbasan, a eu avec eux un entretien très chaleureux que nous avons déjà signalé dans notre journal.

L'Agence télégraphique albanaise en publie le compte-rendu détaillé.

Les ennemis et les traîtres intérieurs eux aussi œuvrent contre l'amitié de nos deux pays. Les ennemis et les révisionnistes comme ceux-ci, qui se sont opposés à la ligne du parti, qui ont voulu saboter l'édification du socialisme et désintégrer les fondements de notre patrie socialiste, ont été découverts par notre parti qui les a dénoncés et balayés. Ils voulaient même détériorer notre amitié avec la Chine sœur, avec le parti communiste de Mao Tsé-toung et

elle était une simple ouvrière, après brigadière, présidente de la coopérative de Kemishtaj, économiste et agronome supérieure. Il est certain que les coopératrices ressentiront une grande joie et seront encouragées lorsqu'elles verront qu'une de leurs camarades mérite de diriger, pour la première fois dans l'histoire de l'Albanie, un ministère comme le ministère de l'Agriculture, un secteur tellement vital pour notre pays. La camarade Themie



En présence de l'ambassadeur de Chine à Tirana, des ouvriers d'Elbasan offrent au camarade Enver Hoxha l'échantillon de la première fonte de fabrication albanaise.

pour la construction du complexe sidérurgique d'Elbasan et que les travaux restent en plan. La réaction a profité de l'absence, elle s'est saisie de cet écrit des Hongrois et elle l'a distribué.

Voilà ce que font les ennemis de nos deux pays, qui sont les ennemis les plus féroces de la révolution et du socialisme, de tous les peuples, a dit le camarade Enver Hoxha.

Sahara Occidental

Suite de la page une.

C'est la seconde attaque menée par le Front POLISARIO contre des objectifs mauritaniens situés nettement à l'intérieur des anciennes frontières de la Mauritanie depuis l'agression au Sahara occidental du Maroc et de la Mauritanie. Il y a près de trois semaines, Ouadane, ville située à une centaine de kilomètres au nord est de Chinguetti avait été prise pour cible par le Front POLISARIO.

Les forces du POLISARIO

ont lancé une violente attaque contre El Ayoun, la capitale occupée par les forces marocaines aux premières heures de la journée du 12 mai.

Des tirs au mortier et autres armes lourdes et plusieurs explosions ont été signalées près de la « Casa de Espana », le fort où sont retranchées les troupes marocaines.

Cette nouvelle attaque aurait eu une ampleur plus importante encore que celle survenue le 24 avril dernier au même endroit.

lier notre pays aux révisionnistes soviétiques...

Les ennemis qui travaillent contre le socialisme, contre le parti communiste de Chine et le parti du travail d'Albanie, contre notre indéfectible amitié, ne peuvent pas résister à une telle force qui s'inspire du marxisme-léninisme, une force qui écrase tous les comploteurs révisionnistes où qu'ils soient...

Le camarade Enver Hoxha a dit aux ouvriers que ces derniers jours le parti a destitué de leurs fonctions le ministre de l'Agriculture et celui de l'Éducation et de la Culture, lesquels ont commis de graves erreurs dans la ligne du parti et dans l'accomplissement de leur fonction. « Et savez-vous qui ont été désignés à ces postes par le Comité central ? La camarade Themie Thomai, ministre de l'Agriculture, pètrie du li-mon de la terre. Au début

sera puissamment aidée par le parti et par tous les coopérateurs de façon à ce que notre agriculture socialiste progresse et se développe encore plus comme l'envisage le parti. Dans l'Éducation, le Comité central du parti a également désigné comme ministre une camarade, la camarade Tefta Cami qui, elle aussi, vient de la campagne. Elle a fait ses études à l'université, elle a été une simple institutrice, ensuite directrice d'école et après secrétaire du comité de parti. Deux jeunes camarades de par leur âge, mais à l'esprit déjà mûr et connaissant leur métier. C'est une victoire de la politique du parti dans la complète émancipation de la femme. La ligne du parti c'est que tous doivent accomplir les tâches qu'on leur a confiées. Celui qui ne travaille pas bien doit aller à la base et ceux de la base qui travaillent et dirigent bien sont élevés par le parti à des postes de direction. »

L'URSS va-t-elle rétablir ses relations diplomatiques avec l'état fantoche d'Israël

Dans son édition du 8 mai, en page 6, le quotidien algérien « El Moudjahid » vient de publier l'information suivante :

« Délégation soviétique à Tel Aviv »

« Une délégation soviétique de trois personnes, conduite par le Pr Roman Akhramovitch, est arrivée hier en Israël pour une visite d'une semaine. »

« Bien que l'Union soviétique ait rompu ses relations diplomatiques avec Israël en 1967, des délégations soviétiques y effectuent périodiquement des visites. A son arrivée le Pr Akhramovitch a exprimé l'espoir que de telles visites contribueront à normaliser des relations entre les deux pays. »

Ainsi se trouve une fois de plus établie la duplicité de la politique du social-impérialisme russe vis-à-vis des peuples arabes, et particulièrement du peuple palestinien, et l'on peut légitimement poser la question : l'URSS va-t-elle rétablir ses relations diplomatiques avec l'État fantoche, raciste et colonialiste d'Israël ?

Rapprochement égypto-palestinien

Après huit mois de relations distendues, faisant suite à la signature de l'accord de désengagement sur le Sinaï, le gouvernement égyptien et la Résistance palestinienne ont manifesté réciproquement l'intention de resserrer leurs liens.

Dans son discours du 1er Mai, le président Sadate a rendu hommage à la lutte du peuple palestinien en Cisjordanie occupée et renouvelé son entier soutien à l'OLP en sa qualité de seule représentante de la Résistance palestinienne.

L'éditorial de l'Agence palestinienne d'information « Wafa » rend hommage à ce discours en soulignant que ces propos du président égyptien « ont été favorablement accueillis par le peuple palestinien et hautement appréciés par la direction de la Résistance ».

Vietnam

La transformation de Poulo Condor

La tristement célèbre île de Poulo Condor au Vietnam, située à 220 km au sud de Saïgon, est désormais radicalement transformée. Surnommée, sous le régime hai de Thieu, « l'île du diable », elle servait de bague à des milliers de prisonniers dont beaucoup étaient emprisonnés dans les « cages à tigre ».

Au cours de l'offensive générale de 1975, les combattants emprisonnés s'étaient soulevés, avaient pris le pouvoir et libéré l'île.

L'administration révolutionnaire vietnamienne a depuis mis en place des coopératives d'artisans et d'agriculteurs et l'île est redevenue, de l'avis de ses habitants, un « lieu beau et prospère ».

Portugal

La porte de l'Europe est ouverte

La récente assemblée du Conseil de l'Europe, unanime, s'est déclarée toute prête à accueillir le Portugal comme 19e pays membre de cette institution. Le rapport adopté sur cette question demande aux États membres « d'intensifier leur coopération avec le Portugal et de manifester concrètement leur solidarité européenne ».

Cette décision témoigne que les monopoles ouest-européens s'estiment rassurés sur l'échec de l'offensive sociale-impérialiste contre ce pays, déclenchée depuis le coup d'État du 25 avril 75.

nouvelles intérieures

Les étudiants de Tolbiac, à Paris, ne se laissent pas prendre au chantage sur les examens

UN DIRECTEUR D'U.E.R. SEQUESTRE

Face à l'intransigeance de l'administration universitaire qui cherche à utiliser les examens comme moyen de chantage, et qui se refuse en tout état de cause à en changer les modalités, les étudiants sont passés à l'offensive pour imposer des examens tenant compte de la grève et pour empêcher qu'ils servent à la briser. C'est ainsi que le 11 mai, le directeur de l'UER (unité d'enseignement et de recherche) d'économie du centre universitaire Tolbiac à Paris, a été séquestré de 15 heures à 21 heures 15.

Les professeurs affiliés au syndicat révisionniste SNESup ont tout fait pour inciter les étudiants grévistes à arrêter la séquestration, et à abandonner la lutte en échange de la promesse que l'administration convoquerait un conseil d'UER pour des négociations. Mais les étudiants, n'ayant aucune garantie sur ce qui pourrait ressortir d'un tel conseil, ont rejeté ce marchandage. Ils ont refusé de reporter leurs espoirs sur de semblables négociations à froid, et ont poursuivi la séquestration. Peu après 21 heures, alors que les Brigades spéciales d'intervention étaient arri-

vées sur les lieux, les étudiants devaient se résoudre à se disperser.

Ainsi à Tolbiac, les efforts conjugués de l'administration universitaire qui joue la tactique du chantage à propos des examens et des révisionnistes dirigeant l'UNEF et le SNESup, sont-ils battus en brèche. C'est ainsi déjà que, le 8 mai, le premier examen partiel de la session de mai et juin avait été boycotté par les étudiants grévistes.

L'administration et les mandarins veulent obliger les étudiants à reprendre les cours et les TD (travaux dirigés), c'est dans ce but qu'ils parlent des examens. Ils font courir des bruits comme quoi certaines UER pourraient bénéficier de modalités d'examens et de partiels «avantageuses» — par exemple, interrogation sur la partie du programme étudiée avant la grève — tandis que les autres seraient soumises aux modalités habituelles. La manœuvre est un peu grossière ! Et les étudiants ont montré jusqu'ici qu'ils ne sont pas disposés à se laisser diviser de la sorte.

Informations reçues du cercle de Tolbiac de la JCMFL

Montpellier

Boycott des examens

Mercredi 12 mai, les étudiants de la faculté de Lettres de Montpellier se sont réunis en AG pour décider leur position sur les problèmes des examens. Ce problème se posait depuis un certain temps déjà. A l'AG, 2 positions fondamentales s'affrontaient : 1/ celle des passages collectifs des examens, avancée par les trotskystes (Rouge, Révolution, GOP) à laquelle s'est ralliée l'UNEF et qui a recueilli 235 voix, 2/ celle qui boycotte les examens 253 voix défendue par les inorganisés et la JCMFL.

Nous pensons que la détermination des étudiants à refuser les examens dans le cadre des luttes actuelles est positif et nous devons contribuer à renforcer ce courant. En effet ceux qui ont voté pour le passage collectif n'ont pas compris que cela ne pourrait pas être réalisé dans la plupart des UER à cause des profs réactionnaires ou des profs du SNESup et que cela divisait les étudiants en les livrant en fait individuellement à la sélection habituelle. Cette initiative de boycott doit être popularisée au maximum.

Cercle JCMFL Fac de Lettres.

TROIS ÉTUDIANTS DE GRENOBLE MAINTENUS EN DÉTENTION

Trois étudiants interpellés à Grenoble lors des violentes manifestations du 11 mai, ont été maintenus en détention.

Ils comparaitront le 18 mai devant le tribunal correctionnel de Grenoble pour «détention d'armes».

UNE QUARANTAINE D'ÉTUDIANTS INTERPELLÉS A NANTES

Mercredi à Nantes, les étudiants manifestaient contre la fermeture de la faculté de droit. A la suite de heurts entre manifestants et forces de police, une quarantaine d'étudiants ont été interpellés.

Après les élections de Tours

le PCF rumine sa défaite

Décidément la tactique archi-opportuniste du PCF, adoptée au 22e Congrès et mise en œuvre pour les élections législatives partielles d'Indre et Loire, n'a pas été plus payante que les précédentes. Au contraire, cela semble créer de nouvelles difficultés. Après l'abandon officiel de la dictature du prolétariat, de l'hymne de la classe ouvrière — l'Internationale — du poing levé, de la faucille et du marteau remplacés par un point vert, qui avait pour but de rassurer et satisfaire la bourgeoisie, les gaullistes notamment, non seulement aucune couche de la grande bourgeoisie

n'a répondu aux appels de la clique Marchais mais une partie de la classe ouvrière elle-même a rejeté cette politique d'alliance tous azimuts. Le score du candidat révisionniste n'a jamais été aussi bas depuis 1956 !

Le Bureau politique du parti révisionniste s'est réuni suite à cela, il a décidé de renforcer les explications sur la ligne du 22e Congrès au sein des fédérations départementales. Même si fondamentalement sa ligne politique bourgeoise n'a pas changé, dans la forme les couleuvres sont dures à avaler pour un certain nombre de militants honnêtes surtout les travailleurs. Le mouvement de dégénérescence complète du PCF en parti bourgeois, commencée il y a 20 ans, a atteint un tel niveau qu'aujourd'hui le PCF ne se distingue plus des

autres partis bourgeois que par l'usurpation du glorieux titre de «communiste». Au cours de la réunion des secrétaires fédéraux, Paul Laurent a mis de nouveau l'accent sur la priorité du travail en direction des entreprises, c'est là que le PCF veut porter son offensive politique.

C'est là précisément, qu'en 1er lieu, la classe ouvrière sous la direction de son authentique avant-garde — le parti communiste marxiste-léniniste — doit arracher définitivement le masque hideux du révisionnisme et préparer les luttes révolutionnaires à venir. La classe ouvrière comprendra de plus en plus que pour défendre ses intérêts de classe fondamentaux il lui faut combattre le faux parti communiste français, quelle que soit la tactique que celui-ci adopte.

Nombreuses interpellations en Corse

Alors que le procès d'Edmond Siméoni doit s'ouvrir lundi prochain devant la cour de sûreté de l'État, de nombreuses interpellations ont été effectuées par la police dans la nuit de mardi à mercredi, en Corse. Deux ont eu lieu à Bastia et six autres à Ajaccio.

4 500 exemplaires du «Parisien Libéré» jetés dans la Marne

Le 12 mai vers 3 h 40 du matin, près de Lagny (Seine-et-Marne), un fourgon transportant des exemplaires du «Parisien Libéré» s'est trouvé délesté — par une soixantaine de personnes — de quelque 4 500 exemplaires qui sont allés prendre un bain dans la Marne.

UN POINT DE VUE INTERESSANT

Le journal «Le Monde» a publié dans son édition du 11 mai 1976 un «point de vue» de François Misoffe, adhérent de l'UDR connu qui eut l'occasion de se rendre en Chine dans le cadre de délégation gouvernementale.

Prenant comme thème les mises en garde chinoises sur le danger de l'expansion soviétique l'auteur de l'article appelle à une prise en considération sérieuse de ces avertissements. S'opposant à une opinion couramment répandue par la presse bourgeoise selon laquelle la Chine agit par égoïsme et pour détourner le danger soviétique de ses frontières, F. Misoffe écrit :

«L'analyse de la situation telle que les dirigeants chinois la présentent à tous les visiteurs étrangers qui font le déplacement de Pékin ne doit pas être considérée comme une réaction d'assiégés. Elle mérite, à tout le moins, que l'on y réfléchisse sérieusement.»

Et il poursuit en expliquant plus loin :

«Les Chinois ne voient pas quelle serait, en dehors de cette hypothèse (la volonté de l'URSS d'établir son hégémonie mondiale — NDLR) la justification de la création, sous l'impulsion du maréchal Gretchko, d'une puissance navale qui

permet dès maintenant à l'URSS d'entretenir simultanément des escadres sur la face occidentale de l'océan Pacifique, dans l'océan Indien, en Méditerranée, en mer du Nord, dans l'Atlantique, pour ne rien dire de ces deux lacs que sont devenues la Baltique et la mer Noire.» (...)

Et l'auteur de l'article ajoute après avoir parlé de l'expansion du social-impérialisme russe dans l'océan Indien et en Afrique :

«Si l'URSS a forgé, au prix de sacrifices et de dépenses considérables, un pareil instrument, c'est sans aucun doute avec l'intention de l'utiliser au moment et à l'endroit opportuns.»

Face à cela, note Misoffe :

«... L'Europe considère sans s'inquiéter outre mesure les quelque deux cents divisions soviétiques massées à ses frontières et qui pourraient à tout moment passer à l'action et l'envahir.»

Ne s'en tenant pas à la seule puissance militaire soviétique, F. Misoffe examine les rapports entre les préparatifs de guerre de l'URSS et la nouvelle tactique des partis révisionnistes et incite à ne pas se laisser prendre à l'opération de charme entreprise par le PC italien, le PC français, le PC

japonais et d'autres. Il note entre autres que «pour se faire plus rassurants ils agissent derrière des paravents qui sont le Parti socialiste en France, la démocratie chrétienne en Italie, le Parti socialiste au Japon, etc.» mais que par contre si les «intérêts fondamentaux de l'URSS sont menacés, alors leur réaction est immédiate, et la comédie de l'indépendance vis-à-vis de Moscou cesse sur-le-champ.»

C'est pourquoi l'auteur de l'article estime que de toutes les façons la progression des partis révisionnistes et leur simple participation au pouvoir constitue un aspect non négligeable de l'offensive du social-impérialisme russe dans sa rivalité avec l'impérialisme américain.

En conclusion de son article Misoffe rappelle que :

«Au cours des deux dernières années, il n'est pas un homme politique européen, américain ou du tiers monde se rendant à Pékin qui n'ait entendu répéter à satiété, comme un leitmotiv, la même mise en garde par les dirigeants chinois : vous vous laissez endormir par les belles paroles de l'Union soviétique ; vous vous laissez abuser par une "détente" qui n'est qu'un écran de fumée alors que les divisions

Tous unis contre la répression

Parmi les nombreuses mesures de répression prises par la bourgeoisie contre les travailleurs, nous avons relevé ces jours derniers :

A la clinique St-François à Forbach : la direction poursuit 4 militants CFDT devant les tribunaux pour diffamation. De nombreux travailleurs sont venus soutenir leurs camarades lors du procès, et ont mis en accusation la direction de la clinique.

Orléans à Orléans : Deux travailleurs ont comparu devant le tribunal et ont été condamnés à des amendes. Ces travailleurs s'étaient opposés à des cadres qui lors de la grève d'octobre 1975 avaient foncé en voiture sur un piquet de grève.

Lorforge à Custines en Meurthe-et-Moselle : le patron a fait déférer devant le tribunal 7 ouvriers pour «entrave à la liberté du travail». L'entreprise est occupée depuis lundi matin.

Celduc au Sorbier (Loire) : La direction a demandé 39 licenciements dont ceux de 9 responsables syndicaux. L'entreprise avait été occupée du 22 avril au 4 mai.

russe, à partir du quadrilatère de Bohême, sont à moins de 350 km de la Ruhr ou de l'Alsace.» et finit en tirant cette sonnette d'alarme :

«Si les Chinois ont raison, il est urgent pour nous de prendre conscience du danger mortel qui nous menace de ne pas tomber dans les pièges qui nous sont tendus avec tant d'habileté.»

Pour notre part, nous ne pouvons que nous féliciter d'une telle prise de position qui reflète la progression d'une prise de conscience face à ce nouvel hitlérisme qu'est le social-impérialisme russe. Celle-ci est d'autant plus appréciable qu'elle vient d'une personnalité gaulliste au moment même où les formations gaullistes sont l'objet d'une vaste entreprise de séduction lancée par le PCF. Depuis la main tendue par Marchais aux gaullistes dans le cadre de l'Union du peuple de France jusqu'aux communiqués communs que le PCF cherche à arracher à telle ou telle formation se réclamant de De Gaulle, tout est là pour attester ce forcing révisionniste : exploitant l'opposition aux Etats-Unis et à l'Allemagne fédérale les dirigeants du PCF cherchent à associer le plus de formations bourgeoises possible à leur projet.



Au Compresseur frigorifique de Montluel (Ain)

DANS L'ACTION CONTRE LA REPRESSION

Après leur expulsion de l'usine par les flics, les grévistes du «compresseur frigorifique», à Montluel, de nouveau à l'offensive. (cf. HR No 482)

Comme ils le disent dans un tract avec leurs sections syndicales CFDT et CGT : «Les travailleurs sont des hommes et non pas des pions avec lesquels on peut jouer. Et les hommes ont une dignité, ils ne tolèrent pas qu'elle soit bafouée.»

Cette expulsion a d'ailleurs été facilitée compte tenu de l'isolement des grévistes dans cette lutte. Le patron est parvenu à diviser et à rallier une partie importante du personnel, notamment les employés ; pétitions et démarches diverses pour la reprise du travail..., mais aussi suite à la capitulation des dirigeants syndicaux face aux manœuvres du patron et aux tractations sur l'évacuation !

C'est donc quelque peu écorchés que les grévistes ont été contraints de quitter

leur usine qu'ils occupaient depuis 17 jours pour s'opposer aux licenciements.

Mais vendredi dernier, ils reprenaient l'initiative en organisant une manifestation ; plus de 600 travailleurs ont répondu à leur appel. De Dagueux à Montluel, bloquant la circulation pendant plus de 2 heures et distribuant des tracts à la population et aux automobilistes. Ils ont scandé avec détermination : «Non aux licenciements» (150 licenciements prévus) «Non à la répression» (176 grévistes mis à pied 7 jours et certains 15 jours, milice privée pour empêcher toute réoccupation...) «Mignot salaud, les expulsés auront ta peau» (Chef du personnel embauché récemment à plus de 10 000 F par mois pour réprimer les grévistes).

Des délégations des boîtes environnantes participaient à cette manifestation pour apporter leur solidarité, entre autres, les travailleurs de Lejaby (con-

rection de soutien-gorge). Si la CFDT avait mobilisé ses militants, par contre la CGT était pratiquement absente ! Quelques révisionnistes fermaient le cortège, badge à la boutonnière «Avec les communistes pour la défense des libertés». Il est certain que de nombreux travailleurs les auront démasqués ! Car les dirigeants locaux du PCF ne se sont pas opposés à l'intervention des flics pas plus qu'ils n'ont pris en charge la popularisation de cette lutte dans la région !

Par contre, eux, les grévistes du «compresseur frigorifique» ont fait preuve de leur solidarité de classe avec les 4 délégués syndicaux licenciés de Paris-Rhône, puisqu'une importante délégation participait au meeting organisé, jeudi dernier, par la CFDT. Là encore, les révisionnistes étaient absents !

Contre les licenciements et la répression, renforçons

LA LUTTE SE POURSUIT AU «PRISU CHAMPS-ELYSEES»

Depuis le 22 mars, les travailleuses et travailleurs de Prisunic «Champs-Élysées» avec leurs 3 organisations syndicales CGT, CFDT et FO sont dans la lutte. Ils débrayent quelques heures chaque jour, notamment aux heures d'affluence, ce qui entraîne de nombreuses perturbations et parfois même la fermeture du magasin.

Pendant la semaine d'action du 22 au 27 mars, ils ont débrayé au moment où des délégations de plusieurs magasins venaient manifester au siège. Dans le même temps la popularisation de la lutte s'organisait, par des tracts, des collectes, des pétitions de soutien aux clients et des affiches expliquant le pourquoi de la grève et les revendications exigées et qui sont : «Salaires

minimum à 1 800 F, le 13e mois, l'augmentation des effectifs et de meilleures conditions de travail, hygiène et sécurité». Actuellement les conditions de tra-

Les travailleuses et travailleurs du Prisunic «Champs-Élysées» entendent poursuivre l'action pour leurs revendications, et notamment de faire passer les personnes

catégories	III (la plus basse)	X
augmentation au 1/5/76	55 F	120 F
salaires minimums au 1/5/76	1 518 F	2 225 F
% d'augmentation	3,75 %	7,13 %

vail sont très pénibles, la ventilation ne fonctionne pas en bas à l'alimentation et c'est une véritable fournaise. La direction cherche par ce refus d'hygiène élémentaire, à pourrir l'action par tous les moyens, y compris de laisser s'étouffer les vendeuses et même les clients.

Les propositions de la direction sont rejetées par les travailleurs

l'unité à la base et dans l'action. Tous ensemble et en même temps.

Démasquons et combattons ceux qui divisent et sabotent nos luttes.

Correspondant H.R.

des basses catégories dans des catégories supérieures, de définir une revendication de salaires commune à l'ensemble du personnel par une augmentation égale pour tous de 120 F.

UNE MANIFESTATION DE PRISUNIC, C'EST UN SERVICE EMPLOYÉS AVEC FAIBLE 36 heures de travail, des salaires de misère. ASSEZ de la POLYVALENCE D'EMPLOI ! 1800 F catégorie 1. Entrée suffisante.

CE QUE NOUS NOUS SOULONS PLUS : D'AMéliorer nos conditions de travail.



Lors de la réunion paritaire du 4 mai, la direction chercha encore plus à diviser les différentes catégories, en voici des exemples :

Donc ce qui nous montre clairement le désir de la direction qui favorise dans un but de division les différentes catégories en ne donnant que des miettes aux basses catégories qui ne touchent à l'embauche que 1 518 F brut.

Le mécontentement va encore s'accumuler et c'est une période favorable aux travailleurs pour faire céder les patrons.

(article rédigé avec l'accord des travailleurs du Prisunic «Champs-Élysées».)

La Rochelle (2)

5000 METALLOS EN GREVE

Depuis le 21 avril à la Rochelle, les 1 800 métallos d'Alsthom (CGE) sont en grève totale ; et depuis le 28 avril à midi ceux des Chantiers navals, de la CIT (CGE), de la SEMAT, de la SCAN, de la peinture navale Sopera, sont eux aussi en grève totale, et de leur propre initiative. Ils se battent tous sur une plate-forme revendicative commune. Comme la CGT est largement majoritaire et dans la ligne du «Programme commun», les ouvriers se trouvent affrontés à deux ennemis : un ennemi ouvert, le patronat, un ennemi camouflé, les révisionnistes. Malgré cela, la volonté de vaincre est très profonde : chant de l'Internationale dans le tribunal des référés et drapeau rouge sur le tribunal (décidément la clique traître de Marchais a bien du mal à faire passer sa camelote bourgeoise : drapeau tricolore et «Marseillaise»).

Nous avons vu dans le précédent article quelques aspects de la politique de division et social-fasciste des responsables PCF-CGT. Pour tenter de récupérer le mouvement de masse à leur profit, ils ont lancé une grande opération publicitaire (avec des chars, comme au carnaval !), tout en lançant des coups de sonde pour savoir si le terrain est favorable pour appeler... à la reprise du travail sans trop de «cas» pour eux. C'est ainsi que lundi, un,

responsable révisionniste de la CGT posait timidement la question de la reprise, mais voyant le brouhaha de réprobation qui commençait à se produire, il a aussitôt retiré sa canne à pêche pour partir dans le sens opposé (eux, les «purs et durs» de la lutte de classes !). A quand le prochain sondage ?

Ce mouvement, par sa force et son ampleur, met mal à l'aise ces partisans de la «main tendue». Pour l'heure, pour mieux tromper ils cherchent toujours à se placer en tête. Un exemple illustrant leur volonté hégémonique : au cours de la manifestation du mardi 11 mai, il y avait la banderole unitaire (CFDT-CGT) en tête, les bonzes de l'UD-CGT voyant que dans le cortège la CFDT avait sa propre banderole «Une seule solution : l'unité d'action», ils coururent illico, à l'UD chercher leur banderole et la placer en tête !

LES METALLOS TIENNENT BON ET POPULARISENT LEUR LUTTE

Que font les patrons ? «On les voit plus» répondent les ouvriers !

Malgré tout les ouvriers tiennent bon, et même une autre entreprise (Dufour, fabrication de plastique) rentre dans le mouvement contre 400 licenciements qui sont envisagés.

Différentes manifestations ont été organisées pour populariser la lutte et sensibiliser la population. Dans cet esprit, des pétitions circulent pour montrer que la population est solidaire.

Les manifs des métallos sont généralement imposantes, environ 4 000 ouvriers.

Au cours de la semaine passée, ont été organisées des visites des usines. Chez Alsthom et aux Chantiers navals, des réfugiés politiques chiliens ont dessiné des fresques murales.

D'une manière générale, tous les métallos se réunissent tous les vendredis pour faire le point de la situation. A l'heure actuelle, la constitution d'un comité de grève n'est pas envisagée, la CGT étant PAR NATURE opposée à la démocratie prolétarienne la plus large. La CFDT tout en n'étant pas favorable au comité de grève, cherche à ce que tous les éléments actifs puissent contribuer. Ainsi elle a mis sur pied des commissions : pour arriver à obtenir le recul des paiements de loyers, la gratuité des transports, la cantine gratuite pour leurs enfants qui sont à l'école, etc. Une commission se charge également de l'approvisionnement en nourriture : acheter la moins chère possible et la redistribuer dans les usines en grève.

POPULARISER DANS LES AUTRES BOITES D'UN MEME TRUST

Quand on pose la question «Comment vous aidez dans votre lutte ?» aussitôt il est répondu que c'est la popularisation. En effet, cela est d'autant plus important pour empêcher l'isolement qu'il ne faut surtout pas compter sur les révisionnistes pour la coordination intertrust ; or cela est tout à fait possible.

La CFDT a pour sa part, dès le 1er jour, prévenu par téléphone l'inter-CIT-Alcatel, qui doit à son tour prévenir l'inter-trust CGE (seulement elle n'est pas implantée partout). Pour Alsthom une demande de contact a été faite à Belfort.

Et nous, communistes marxistes-léninistes, pour qui la solidarité de classe n'est pas une phrase en l'air, que devons-nous faire ? Que pouvons-nous faire ?

En premier lieu :

Faire connaître cette grande lutte le plus largement possible ; et si possible tendre à ce que les expériences mutuelles soient échangées. Par exemple pour la CGE, mettre en pratique le mot d'ordre : Alsthom-CIT-Câbles de Lyon, Chantiers de l'Atlantique, CGEE... même patron, même combat !

Marseille

Lutte contre les licenciements dans le secteur sanitaire

Alors que le personnel est en nombre insuffisant dans les hôpitaux, que des services entiers ferment, faute d'effectifs, les stagiaires en formation se font licencier massivement pour des prétextes futiles : absences maladies, moyennes insuffisantes ; quand ce n'est pas de la répression syndicale. Ainsi les conseils techniques d'enseignement, véritables conseils de discipline, licencient tous ceux qui n'acceptent pas le moule idéologique du capitalisme. A Marseille, 7 stagiaires aide-soignants ont été licenciés des hôpitaux de Timone et de la Conception et la liste risque de s'allonger. Mais la mobilisation se développe contre : par exemple le conseil technique du 30 avril qui devait licencier 3 stagiaires infirmiers psychiatriques n'a pas pu tenir ses assises.

Depuis le 6 mai, les stagiaires de la Timone sont

en grève, ils assurent un service minimum, transforment leurs cours en discussion, ils font de la propagande dans les autres écoles d'éducateurs, d'infirmières psychiatriques et diplômées d'Etat ; cette grève est reconduite toutes les 24 h et soutenue par les sections CFDT et CGT de la Timone. Peu à peu, les autres écoles se mobilisent et entrent en lutte. Hier se tenait une assemblée générale de toutes les écoles à 14h devant la Timone, et un rassemblement à la DASS (Direction de l'action sanitaire et sociale) qui est le patron des stagiaires, pour exiger la réintégration de tous les stagiaires licenciés, la suppression des conseils techniques et un véritable statut des travailleurs en formation.

Une stagiaire élève-infirmière psychiatrique



SNIAS (Toulouse)

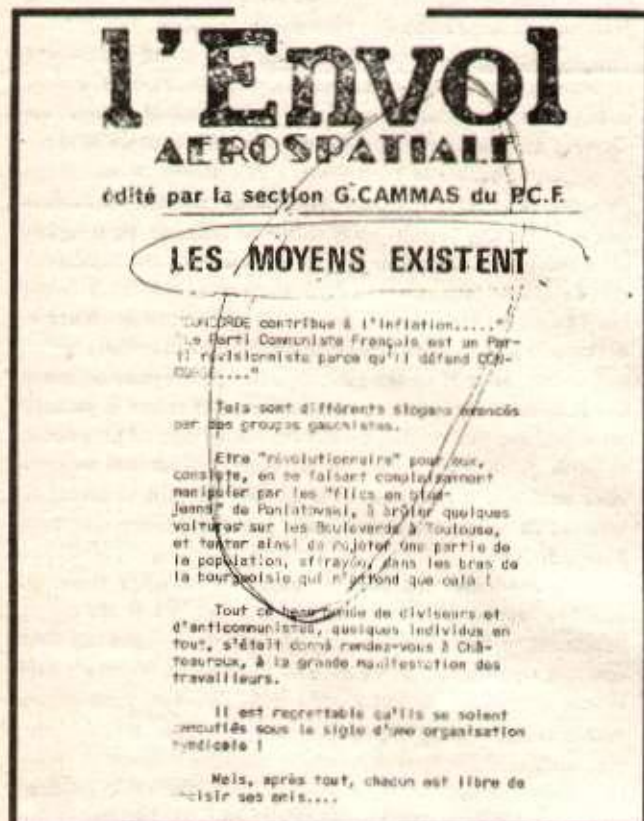
Le PCF à visage découvert

Après la distribution d'un tract des marxistes-léninistes dans les usines de la SNIA à Toulouse, le PCF

23 avril à Chateauroux ont refusé de se plier à leurs manœuvres de division des travailleurs.

Devant la vérité et les arguments politiques il utilise l'injure et la délation en signalant à la direction et aussi à Ponia les « casseurs » dont ils devraient se débarrasser.

Voici un extrait de leurs vomissements :



Les travailleurs déterminés dans l'action

Loin d'être intimidés les travailleurs ont répondu à ces pressions et ont renforcé leur détermination à se battre pour réaliser l'unité d'action pour l'emploi. Ils ont ainsi compris que l'unité passe par la lutte contre les manœuvres de division, de trahison des révisionnistes du PCF. Ils ont compris que l'unité ne peut se faire qu'à la base et dans l'action de tous les travailleurs, et dans un combat incessant contre les traîtres qui conduisent leur lutte sur des voies de garage, ou à des fins électoralistes. L'unité d'action est nécessaire pour faire reculer le patronat, elle doit se faire avec tous les travailleurs syndiqués ou non afin de balayer les bourgeois de « gauche » et de droite.

a réagi violemment en attaquant les travailleurs et les sections syndicales qui le

Il montre là son vrai visage de « défenseur des libertés ».

FOYERS SONACOTRA EN GREVE

Unité autour du Comité de coordination, dénoncer les traîtres du PCF et chasser les faux amis des comités de soutien

L'ampleur, l'unité, les formes d'organisation de la grève des « Sonacotra », et surtout l'indépendance du mouvement par rapport aux partis ou aux syndicats, quels qu'ils soient, ont bloqué toutes les tentatives du PCF visant à utiliser cette grève pour leurs propres fins, ainsi que pour s'implanter parmi les travailleurs immigrés.

Ce n'est donc pas un hasard si de concert avec la presse bourgeoise, nos révisionnistes font un tel battage sur leur prétendue victoire au foyer Allende de St-Denis. Quelle est la signification de ce qui s'est passé à Allende ?

Les révisionnistes ont coupé ce foyer du mouvement d'ensemble en prétextant que le rapport de force permettait d'obtenir plus en négociant foyer par foyer. Ce qui, on le sait, est complètement faux, car à « Allende », les grévistes ont signé un accord bien en deca de la plate-forme du comité de coordination.

Mais là où la ligne des révisionnistes est encore plus claire, c'est quand il s'agit soi-disant d'instaurer la démocratie dans les foyers. Car, face aux élections démocratiques à main levée et au principe de révocabilité des délégués institué par les grévistes et le

comité de coordination, il fallait bien que les bonzes révisionnistes instaurent un simulacre. Et là, dans la pratique, on voit ce que recouvrent leurs paroles : l'élection est à bulletin secret, en présence d'éléments étrangers au foyer, c'est-à-dire de représentants de la municipalité (PCF), de membres dirigeants locaux du PCF, de dirigeants locaux CGT (PCF !) et responsables du MRAP (PCF !) et du CNL — Confédération nationale du logement — (PCF !).

Pas question de révocabilité des délégués au cas où ils n'accompliraient pas le mandat des résidents. D'ailleurs, et c'est l'Humanité qui le dit (No de lundi 10 mai), les délégués ne sont pas élus pour représenter les résidents dans la lutte contre la Sonacotra et pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés ; les prétendus délégués sont en fait là pour négocier l'augmentation des loyers, négocier le pouvoir du gérant (voir Huma lundi 10 mai). La vérité c'est que les révisionnistes travaillent à mettre en place une sorte de comité d'entreprise, où seraient regroupés représentants de la Sonacotra et leurs délégués pour le partage du pouvoir dans les foyers. En d'autres termes, la politique révisionniste consiste à

mettre en place dans les foyers une petite caste bureaucratique, coupée des résidents, car non contrôlée et non révocable par eux en assemblée générale, qui serait un embryon des organes du pouvoir qu'ils tiennent à instaurer dans notre pays par le moyen du Programme commun.

Ainsi ce que l'Huma appelle « succès » à Allende n'est autre qu'une capitulation, et devant la Sonacotra et devant les traîtres au prolétariat international de France.

D'ailleurs, dans cet article de l'Huma sur le foyer Allende, ils se vantent d'avoir mis en place une cellule de leur parti : gageons que ce sont les mêmes que l'on retrouve au prétendu « comité de résidents ».

Actuellement, le PCF accompagné dans ce travail de sape par la CGT et certains représentants de l'Amicale des Algériens en Europe, tente de reproduire l'opération « Allende » à d'autres foyers.

Dans leur sale travail, ils ont aussi bénéficié de l'aide de certains groupuscules trotskystes qui ont fait mine de soutenir le comité de coordination et les comités de résidents, pour faire un travail politique pro-révisionniste à travers de pré-

Langlois (Rennes) (2)

UNE DEMI-VICTOIRE

Après une dizaine de jours de grève, les 130 grévistes de la société Langlois ont obtenu une demi-victoire. Dans un article précédent, étaient montrés les principaux atouts des grévistes. Dans l'article d'aujourd'hui sont abordées les insuffisances du mouvement dont l'analyse, comme le disent les travailleurs eux-mêmes, doit permettre d'aller de l'avant.

La victoire ne fut que partielle, les principales raisons en sont plutôt des faiblesses et erreurs qui peuvent être corrigées à l'avenir par le personnel lui-même.

1) Le manque d'expérience : c'était la première grève dure, prolongée. L'année dernière, le patron avait cédé tout de suite ; cette fois-ci il a adopté pour la première fois une attitude « de combat » : refus total de discuter les premiers jours, multiples tentatives pour sortir de la marchandise par tous les moyens, pressions par lettre sur le personnel, organisation d'une manifestation « antigreve » dans l'usine (direction, cadres et maîtrise, représentants et « jaunes »), recours à un huissier et menace d'intervention de la police (les CRS étaient stationnés à proximité le dernier jour de grève) ; les grévistes, y compris la plupart des délégués et militants syndicaux, ont été surpris par

cette résistance et ont donc réagi souvent de façon tardive.

2) Le fait que la responsabilité de l'action revendicative repose encore beaucoup trop sur les deux délégués qui ont créé la section, ce qui fait qu'un moment de désarroi chez l'un d'eux peut être lourd de conséquence : le flottement qui a précédé la reprise le dernier jour a été d'ailleurs justement lié à un moment de désarroi, de confusion, parmi les délégués au retour des négociations (ceci dit sans oublier les qualités réelles de ces délégués qui ont joué un rôle très positif depuis longtemps).

3) Et c'est sans doute le plus important : si les délégués et la section CFDT Langlois ont les solides qualités habituelles des militants de base CFDT (souci que la base décide elle-même, opposition à la hiérarchie, opposition aux récupérations dans le cadre du « Programme com-

mun »), ils ont aussi certaines faiblesses traditionnelles de la CFDT elle-même : les conceptions de lutte classe contre classe ne sont pas encore entièrement ancrées et il y a encore une certaine tendance à « embellir » le patronat, ou du moins à sous-estimer sa volonté de briser la résistance ouvrière, à ne pas être prêts à l'affrontement, à le craindre tout en espérant que les choses se régleront en partie « à l'amiable »... (d'où le cadeau concédé à la direction en début de grève où un peu de marchandise a pu sortir sous prétexte de « dépannage », en fait pour alimenter le travail effectué à l'extérieur ; d'où encore les hésitations et le désarroi lorsque la pression patronale s'est renforcée : marche des non grévistes sur le portail, menace de recours aux flics...)

Le refus légitime d'être « récupéré » par les politiciens et d'abandonner la direction de la grève à des spécialistes de l'extérieur (même s'il s'agit de responsables CFDT) s'accompagne d'un certain repliement sur soi-même et d'un certain « économicisme » : tendance à rester dans le cadre de la boîte, hésitation à développer un large soutien extérieur, tendance à considérer la politique non pas comme l'affrontement entre travailleurs et patrons sur le terrain du pouvoir politique, de l'appareil d'Etat, du régime social dans son ensemble, mais comme une simple affaire d'élection et de parlement (d'où la tendance à séparer totalement l'action revendicative et l'action politique, l'hésitation à sortir du cadre de la boîte et à développer la solidarité de la classe ouvrière et des couches populaires, le désarroi face à la menace d'intervention policière, c'est-à-dire, face au pouvoir d'Etat, au pouvoir politique et « militaire » du patronat).

Ceci dit, le débat est désormais ouvert dans les rangs des travailleurs de chez Langlois eux-mêmes qui approfondissent ensemble les leçons positives et négatives de la grève à l'occasion de l'heure d'information syndicale mensuelle. Soyons sûrs que l'expérience aidant, les travailleurs et leur section syndicale progresseront encore en clairvoyance, en unité et détermination, comme ils l'ont fait à présent.

Correspondant H.R.

(Suite de la page 1)

RENNES

VENDREDI 14 MAI — 20 H 30

MEETING DE SOLIDARITE

Salle de la Cité

« LA PAROLE AUX

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE »

à l'appel du comité de soutien avec la participation de représentants du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève.

Entrée libre.



Le procès d'un éducateur de Nantes

4 mois de prison pour solidarité avec les travailleurs

Conscient de la nécessité de populariser la lutte que mène un éducateur nantais, Léon Lanoé, pour imposer la levée de sa condamnation à 4 mois de prison avec sursis pour incitation de mineurs à la débauche, le comité de soutien qui s'est formé autour de lui organise le 15 mai à partir de 10 heures du matin un forum à l'Ecole d'architecture de Nantes, rue Massenet. C'est le 6 avril dernier que cette peine a été infligée à Léon Lanoé par le tribunal de grande instance de Nantes. Depuis, l'éducateur a fait appel tout en sachant que ce n'est qu'à la con-

L'éducateur fait appel avec l'accord de l'ex-président de la MJ des Dervallières.

LA MACHINE JUDICIAIRE A FABRIQUE UN PROCES

Le père qui a porté plainte était en instance de divorce. Son ex-femme affirme que son mari a été l'objet de pression de la part du juge pour enfants, M. Bataille. Celui-ci l'aurait assuré d'avoir droit à la garde des enfants. En portant plainte contre les week-ends à Conquereuil, le père s'assurait en effet un certificat de bonne conduite.

L'instruction a été partiellement menée, les parents favorables aux week-ends n'ont pas été entendus, les jeunes n'ont été entendus que par la police et n'ont pas pu contrôler leurs dépositions.

Le juge d'instruction s'est toujours limité à ne considérer que les faits d'un seul week-end et n'a pas voulu entendre parler des autres week-ends qui se sont organisés, soit avec d'autres éducateurs, soit sans éducateur. Or, dans les attendus du jugement, les faits reprochés concernent ces autres week-ends.

De même pour le magistrat instructeur, la matérialité du délit était la mise à la disposition de préservatifs, alors que pour le juge, le délit serait de ne pas s'être opposé aux relations de mineurs qu'il considère comme immorales suivant ses propres critères.

On veut faire croire que la présence de l'éducateur lors de ces week-ends favorisait les relations sexuelles, voire même les provoquait. Peu importe au juge que ces jeunes s'aiment et puissent

déjà se connaître et s'aimer sur le quartier. Dans le jugement, il ressort que pour prouver la culpabilité professionnelle de l'éducateur, l'on se réfère à sa vie privée qui ne correspond pas à l'éducateur modèle devant servir de référence aux jeunes.

Il apparaît donc nettement à travers ce procès la volonté délibérée de condamner une pratique de travail social.

L'HISTOIRE DU TRAVAIL SOCIAL AUX DERVALLIERES

Elle est caractéristique à plus d'un titre de l'évolution d'une fraction des travailleurs sociaux.

Une coquette cité HLM fleurie et vallonnée se transforme petit à petit en foyer de délinquance. La population a vieilli, les enfants ont grandi, les conditions de vie des couches populaires s'aggravent. Les jeunes ont devant eux un avenir tout tracé : être comme leurs parents, des travailleurs exploités qui perdent leur vie à la gagner. La liberté des jeunes, elle est entre le chômage et la surexploitation.

C'est la condition première de leur révolte. Ce que la bourgeoisie appelle la délinquance, c'est la condition première de leur révolte. Ce que la bourgeoisie appelle délinquance, c'est avant tout le refus de se soumettre à un ordre social qui les lamine. Ce n'est pas par vocation qu'on devient prolétaire. Parce que leurs parents ont été brisés par le système, les jeunes pensent qu'ils ont failli en acceptant leur propre oppression.

Face à cette délinquance, les pouvoirs publics envoient des éducateurs. Du point de vue de ceux qui dirigent et qui pensent pour les autres, le travailleur social doit être l'agent d'intégration, celui qui ramène les délinquants à leur place de jeunes prolétaires. Il est l'instrument de remplacement des institutions défaillantes : l'école, l'église, la famille, qui à cause des crises qui les secouent, ont perdu leur puissance idéologique. Mais entre les aspirations des jeunes et la place que leur assigne la société, il y a une contradic-

tion fondamentale. Placés au cœur de cette contradiction, les éducateurs sont amenés à choisir. La connaissance vécue des conditions de vie de la jeunesse populaire, les amène à considérer ces aspirations comme légitimes même si elles sont de fait opposées à l'ordre établi et à la loi qui le garantit.

Quand les gardiens musclés du supermarché d'à côté tabassent et rasant légalement les jeunes dont le seul crime est de ne plus avoir de fric à mettre dans les machines à sous, les éducateurs estiment leur colère légitime. C'est tout le quartier qui manifeste, travailleurs sociaux compris, pour que les brimades cessent.

Quand l'Office d'HLM se prépare à expulser selon la loi, à l'aide de la « force publique », quatre familles dont le seul crime est d'avoir des enfants bruyants, les travailleurs sociaux considèrent que la solidarité est légitime pour s'opposer aux expulsions, y compris quand une délégation va occuper le bureau du président de l'office.



En condamnant un éducateur, le pouvoir vise à entraver l'action de toute une fraction des travailleurs sociaux. Il fait de Léon un otage et menace tous les travailleurs sociaux par la jurisprudence qu'il introduit.

Cette condamnation s'inscrit dans la même logique politique que celles de l'assistante sociale de Créteil et de la mère de famille de Bourges. Elles visent ceux qui par leur action prennent fait et cause pour les aspirations à mieux vivre des couches populaires et elles sont à rapprocher de celles qui frappent directement celles-ci. Par exemple, la justice vient d'inculper 12 femmes d'ouvrières de Tréfileries dans la banlieue nantaise, elles étaient venues réclamer ce que leurs maris réclamaient depuis 8 semaines. En les inculquant, la justice seconde le patronat dans sa volonté de faire supporter aux travailleurs les conséquences de la crise du système capitaliste, et elle le fait de plus en plus systématiquement.

Par ces répressions, le pouvoir réaffirme que pour lui, la classe ouvrière est faite pour vivre l'esclavage salarié et se reproduire en faisant des gosses, un point c'est tout.

L'EDUCATEUR ET LE PRESIDENT DE LA MAISON DES JEUNES FONT APPEL

— Car ils ne peuvent pas travailler sous la menace d'une condamnation

— Parce qu'ils considèrent que ce procès n'est qu'un alibi pour faire pression (et remettre au pas) sur une équipe d'éducateurs qui ne se borne pas à soigner les effets de la délinquance, mais qui cherche au travers de son action à remettre en cause ce qui la fabrique.

NOUS FAISONS APPEL

parce que beaucoup de travailleurs sociaux, de parents, se sentent concernés parce que confrontés sans cesse à des situations analogues à celle qui vaut une condamnation pour un éducateur (1 800 demandes d'inculpation).

Le comité de soutien.

informations générales

Il nous faut 25 millions d'ici le 30 juin

UNE BATAILLE ANTICAPITALISTE ET ANTIREVISIONNISTE

Au onzième jour de cette nouvelle campagne de souscription, le total des sommes collectées atteignait 5 880 F. Ainsi le démarrage de cette campagne est-il encore trop lent.

Certes, nous savons bien ce qu'il en coûte à tous nos camarades, à tous nos amis et lecteurs, de verser à une telle souscription, particulièrement en cette période où la bourgeoisie s'efforce de mille et une manières de faire peser le poids de la crise sur leurs épaules de travailleurs. Quels efforts ne faut-il pas consentir pour verser quelques centaines de centimes alors même que la classe des patrons nous réduit au chômage, nous frappe par d'incessantes hausses de prix, nous expulse de nos logements, etc. Et comment trouver quelque chose à donner alors même que l'on est en grève depuis des semaines et que se pose impérieusement le problème de nourrir chaque jour une famille...

Cela, nous le savons bien. Pourtant c'est également parce que la bourgeoisie impose à la classe ouvrière et aux larges masses exploitées des conditions d'existence de plus en plus dures, et parce qu'en conséquence les luttes des masses sont en plein essor contre le capitalisme, qu'il est indispensable et urgent de livrer et de remporter cette bataille pour 25 millions minimum d'ici le 30 juin.

L'alternative qui nous est posée est de savoir si oui ou non l'on répond à l'attente de la classe ouvrière et des masses opprimées, si l'on répond à leurs aspirations. Aujourd'hui d'excellentes conditions sont en train de se réunir pour avancer dans la voie définie par ce mot d'ordre lancé dès avant 1966 par les marxistes-léninistes et repris en décembre 1967 lors du Congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France : « arracher tous les travailleurs à l'influence révisionniste ». Encore faut-il pour cela étendre la diffusion des analyses et des points de vue marxistes-léninistes, poursuivre et élargir encore la diffusion de notre *Humanité rouge*. « C'est seulement, disait le rapport présenté à Puyricard au 1er Congrès du PCMLF, si les réponses que nous fournissons et fournirons aux problèmes que se posent eux-mêmes les travailleurs leur apportent des perspectives claires et positives qu'ils reconnaîtront en nous leurs véritables représentants, l'expression de leur avant-garde la plus consciente et la plus sûre. »

Aujourd'hui contribuer à diffuser ces idées, à apporter ces réponses, c'est entre autres participer à la souscription. A l'offensive donc pour 25 millions d'ici le 30 juin !

LISTE DE SOUSCRIPTION

Total au 10/5/76	3 976,85 F	Id. MPH	10,00 F
BJ Soutien au quot.	50,00 F	Id. CMA	8,00 F
Suppl. réabt LS	10,00 F	Id. DQF	60,00 F
Soutien à notre quot.	60,00 F	Id. BS	40,00 F
Id. RM	1 000,00 F	Id. LJ	18,00 F
Suppl. réabt LJC	18,00 F	Id. LP	10,00 F
Id. FAM	5,00 F	Id. MP	3,00 F
Id. RMC	60,00 F	Id. DR	5,00 F
Id. LBA	50,00 F	Id. AM	55,00 F
Id. RCH	110,00 F	Id. DM	5,00 F
Id. PTH	6,00 F	Id. RM	8,00 F
Soutien hebdomadaire	MD 75,00 F	CDHR Dombrowski	92,50 F
Suppl. réabt VV	55,00 F	AL	25,00 F
Id. BM	10,00 F		
Id. DD	5,00 F	TOTAL AU	
Id. CLP	50,00 F	11/5/76	5 880,35 F

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS



REUNION DEBATS
SAMEDI
à 15h
au centre culturel
GERARD PHILIPPE
BRETAGNE

POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE

L'Humanité rouge
Publication de tous les jours
sauf le dimanche et jours fériés
Quartier des Communis, 11000 - Lorient

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 3022672 La Source.



culturel

Chine

Lutte de classe, sport et culture physique

Dans un dernier numéro, le «Hongqi» a publié un article signé Yun Li et intitulé : «Que prône Teng Siao-ping sur le front de la culture physique ?»

L'article a critiqué les diverses absurdités répandues par Teng Siao-ping dans les milieux de la culture physique. On peut lire dans l'article : «Le président Mao a indiqué : "La lutte de classes, c'est l'axe qui entraîne tout le reste". Pour colporter son programme révisionniste — "prendre les trois directives comme axe" —, Teng Siao-ping n'a jamais parlé, dans les milieux de la culture physique, de la persévérance dans la ligne

de la culture physique et les sportifs ont appliqué ce principe et obtenu des succès dans diverses compétitions.

Cependant, pour le travail sportif, ce principe n'est pas la corde maîtresse. Si on l'applique isolément, on ne peut résoudre fondamentalement l'orientation et la voie de la culture physique. Ce n'est qu'en prenant la lutte de classes comme axe et qu'en critiquant inlassablement les idées bourgeoises dont le «championnisme», que nous perséverons dans le principe «L'amitié d'abord, la compétition ensuite».

physique et les sportifs et fait obstacle au développement de la culture physique socialiste. Lorsque le vent déviationniste de droite visant à remettre les conclusions justes soufflait avec énergie, les arguments saugrenus dont «la principale contradiction est que le niveau technique ne s'élevait pas» ont fait leur apparition dans les milieux sportifs. Les faits démontrent que continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, ainsi que le danger d'une restauration du capitalisme sur le front



Entraînement populaire dans une commune (Photo Hsinhua)

fournir une distraction à une minorité de personnes ? Dans les championnats internationaux, notre but est-il de mieux appliquer la ligne révolutionnaire du président Mao en matière d'affaires étrangères ou de créer purement et simplement des champions et remporter des trophées ? Quant aux sportifs, doivent-ils élever leur technique pour la révolution ou pour la célébrité et le profit personnels ? Si l'on ne résout pas d'abord ces questions, le sport sera dévoyé. Aujourd'hui où il existe encore les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, si on ne donne pas aux sportifs une éducation sur la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes, si on néglige le problème de l'orientation et prête seulement attention à la technique, les sportifs seront corrompus par les idées bourgeoises.

Cela va effrontément à l'encontre de ce grand enseignement du président Mao :

«Développer les sports, fortifier la constitution physique du peuple». Développer ou non des activités sportives de masse sur une grande échelle, voilà l'aspect essentiel de la lutte entre les deux classes, entre les lignes, dans les milieux sportifs. Liou Chao-chi et Lin Piao cherchaient par tous les moyens à se prononcer contre les sports pratiqués parmi les ouvriers, les paysans et les soldats.

Notre pays est un état socialiste dont les ouvriers, les paysans et les soldats sont les maîtres. Et la culture physique et les sports socialistes ont comme tâche essentielle de les servir et de fortifier leur constitution physique. Le président Mao a indiqué : «La culture phy-

constituent une orientation fondamentale à suivre dans la culture physique. Il faut mobiliser les masses dans les activités sportives, puisque le but définitif du développement des sports est de fortifier leur constitution physique. Teng Siao-ping, le plus grand responsable du parti engagé dans la voie capitaliste, et non repent, en s'opposant au développement massif des sports de masse, tentait de combattre la culture physique mise au service de la politique du prolétariat et d'en faire une culture physique capitaliste. C'est une révélation totale de son complot visant à restaurer le capitalisme dans tous les domaines.

La grande révolution culturelle a apporté beaucoup de nouveautés socialistes sur le front sportif : les joueurs peuvent s'entraîner en sortant de l'école ; pour se faire rééduquer par les ouvriers, les paysans et les soldats, ils participent au travail productif collectif, et font des démonstrations spéciales à leur intention ; les compétitions sportives se déroulent dans les unités de base où les ouvriers, les paysans et les soldats sont invités à en être les arbitres. Tout cela est venu de la lutte entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes, lutte menée sur le front sportif à la lumière de la ligne fondamentale du parti.



Course à bicyclette. Compétition féminine (Photo Hsinhua).

fondamentale du parti, ni de la pratique de la lutte de classes, ni de la mise de la politique prolétarienne au poste de commandement, mais disait : "L'amitié d'abord, la compétition ensuite, c'est un axe" ; votre "plan de travail" n'est rien d'autre que l'élévation du niveau technique des jeux et que la conquête de bons résultats ! C'est la même chose que les absurdités réactionnaires qu'il a prononcées sur les autres fronts. C'est là sa supercherie en vue de substituer les mailles du filet à la corde maîtresse.

L'AXE, C'EST LA LUTTE DES CLASSES

Le principe «L'amitié d'abord, la compétition ensuite» a été avancé par le Comité central du Parti ayant à sa tête le président Mao et constitue un contenu important de la ligne prolétarienne en matière de culture physique. Ces dernières années, les travailleurs

Teng Siao-ping prêchait que «le sport n'avait pour but que de développer sa propre technique». Cela revient pratiquement à nier la lutte de classes. En tant que partie composante de la superstructure, la culture physique appartient à une classe et à une ligne politique déterminées. Il faut constater que des points de vue des classes exploiteuses influencent profondément la culture physique chinoise. La bourgeoisie n'a jamais cessé de disputer au prolétariat la position en matière de la culture physique. Elle a répandu toujours des absurdités révisionnistes dans la vaine tentative de détourner la culture physique de sa direction socialiste. Avant la Révolution culturelle, à cause de l'influence et l'interférence de la ligne de Liou Chao-chi, la technique avant tout, le «championnisme», les stimulants matériels, la recherche du renom et des profits et d'autres idées bourgeoises et révisionnistes avaient inondé le domaine sportif, corrompu les travailleurs de la culture

sportif comme sur les autres fronts. Sur le front sportif, la contradiction principale, c'est encore la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, le danger, c'est le révisionnisme.

ELEVER LE NIVEAU TECHNIQUE POUR LA REVOLUTION

Le travail politique est vital pour tout notre travail dans les domaines économique et technique. Une technique quelconque doit servir la politique d'une classe déterminée. La culture physique n'est pas une exception. Devons-nous élever notre niveau technique en sport et nous efforcer de remporter de remarquables succès ou non ? C'est sûr. Mais il faut bien savoir quel est le but de ce développement de la technique en sport. Est-ce pour servir la politique du prolétariat et les ouvriers-paysans-soldats et populariser l'éducation physique parmi les masses ou



Les basketteurs des deux équipes adverses expliquent leurs techniques (Photo Hsinhua).

FORTIFIER LA CONSTITUTION PHYSIQUE DU PEUPLE

Teng Siao-ping pensait que la culture physique et les sports ne devaient aboutir qu'à un seul but : élever le niveau des jeux. C'est nier la popularisation des sports.

sique revêt une importance majeure pour la santé de nos 600 millions d'habitants. «Là où cela est possible, il y a lieu d'encourager la pratique de différents sports tels que la gymnastique, les jeux de ballons, la course à pied, l'alpinisme, la natation et la boxe taiji» (la boxe taiji est une sorte de boxe traditionnelle chinoise.NDT). Ces directives du président Mao



l'Humanité Rouge

document

TIMOR-EST



Neuf mois de résistance exemplaire

La République démocratique de Timor-Est fait face depuis décembre dernier à l'occupation illégale de son territoire par les forces indonésiennes. Timor oriental, ancienne colonie portugaise, qui s'étend sur 15 000 km², est situé dans l'archipel de la Sonde, à 320 km des côtes indonésiennes, entre Djakarta (Indonésie) et Darwin (Australie).

La lutte de libération nationale du peuple de Timor-Est est conduite par le Front révolutionnaire de libération de Timor-Est (FRETILIN), fortement implanté parmi les masses populaires du pays. C'est lui qui, au lendemain de la chute du gouvernement fasciste portugais a proclamé l'indépen-

dance, le 28 novembre 1975. Depuis il mène la lutte contre l'agression indonésienne.

Tout en dirigeant une guerre populaire qui remporte victoires sur victoires, le FRETILIN reçoit le soutien explicite de nombreux pays du tiers monde qui reconnaissent la justesse de sa cause. Une délégation de ce mouvement, conduite par le ministre d'Etat chargé des Affaires politiques séjourne en ce moment en Algérie. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'interview qu'il a accordée au quotidien algérien «El Moudjahid» du 11 mai 1976.

M. le ministre, pouvez-vous rappeler à l'intention de nos lecteurs, le but de votre visite en Algérie ?

... L'Algérie est un pays ami, progressiste. Le FRETILIN, en tant que mouvement révolutionnaire de libération nationale se devait d'accomplir cette mission et venir en terre révolutionnaire.

Le peuple et le gouvernement algériens constituent une authentique et réelle force anti-impérialiste et comme la lutte que nous menons est une lutte anti-impérialiste, nous avons toujours eu la certitude que le peuple et le gouvernement algériens, conformément à leurs principes révolutionnaires, ont toujours eu une attitude cohérente et ont toujours défendu les causes justes et les peuples opprimés.

Cette attitude s'est démontrée dans le soutien que l'Algérie apporte à la cause du peuple sahraoui et à son gouvernement, la RASD*...

... Comment se présente aujourd'hui la situation à Timor oriental ?

Nous continuons de lutter avec beaucoup de difficultés en comptant d'abord sur nos propres forces. Ces difficultés proviennent essentiellement de la situation géopolitique de Timor-Est assez défavorable à notre lutte.

Le bellicisme de l'impérialisme s'est consolidé et renforcé depuis sa défaite dans le sud-est asiatique : Vietnam, Laos et Cambodge.

D'autre part, nos troupes sont bloquées par les forces aériennes et navales indonésiennes. Mais malgré toutes ces difficultés, nos forces résistent. Ainsi, durant les cinq dernières semaines, nous avons abandonné la défensive pour passer à une action offensive. Dans le courant de mars, nous avons détruit des dizaines de tanks et autres types de véhicules militaires. Nous avons détruit durant les neuf derniers mois cinq avions ennemis, six hélicoptères et nous avons également vaincu 10 000 soldats indonésiens.

Les troupes indonésiennes se trouvent sur les zones frontalières dans le Nord, à Dili la capitale et à Baucau. Notre lutte est une lutte de résistance. Les groupes d'assaut que nous formons sont chargés d'attaquer les positions ennemies, de détruire dans les villes et villages les forces ennemies en épargnant les populations.

Le 19 mars dernier, nos forces sont entrées à Baucau. Après avoir totalement détruit les forces ennemies, elles ont regagné les montagnes. Le 10 avril dernier nous avons réussi à détruire, à Dili, 60 % du potentiel ennemi. Une grande partie du matériel a été récupérée.

Récemment, les veuves de soldats indonésiens tombés à Timor-Est ont manifesté pour l'arrêt des combats contre notre pays.

Nous avons appris également que plusieurs soldats indonésiens ont refusé de combattre.

Le gouvernement indonésien était certain de liquider la lutte menée par le FRETILIN et le peuple de Timor-Est en trois jours, mais la guerre qu'il impose à notre peuple dure depuis neuf mois. Et en neuf mois de combats acharnés il n'a réussi qu'à occuper que 15 % de notre territoire, tout le reste est sous le contrôle du FRETILIN.

Il y a quelques jours, le gouvernement indonésien a annoncé qu'il procéderait, courant juin, à l'annexion de la République de Timor-Est qui deviendrait de ce fait la 27e province de l'Indonésie. Quelle sera la réaction du gouvernement révolutionnaire et du peuple timorais ?

Pouvez-vous rappeler, M. le ministre les faits qui ont amené le FRETILIN à proclamer l'indépendance de la République de Timor-Est, le 28 novembre dernier, proclamation qui a été suivie de l'invasion de votre pays par les troupes indonésiennes, le 7 décembre ?

L'indépendance d'un peuple ne peut pas être discutée. C'est un principe sacré que nous avons toujours défendu.

Nous avons proclamé l'indépendance de Timor-Est après la contre-offensive que le FRETILIN a menée contre l'UDT et l'APODETI, mouvements réactionnaires à la solde de l'Indonésie et soutenus par le colonialisme portugais.

A l'issue de vingt jours de combats qui nous ont opposés, en août dernier à l'APODETI et à l'UDT, nous avons pris le contrôle de tout le territoire.

et que notre peuple est déterminé à aller jusqu'au bout, nous sommes certains de la victoire finale. L'histoire l'a démontré, un peuple organisé et mobilisé est l'unique force capable de déterminer son propre destin et d'écrire sa propre histoire.

Bien que plus de 60 000 patriotes — sur une population d'un peu plus de 550 000 habitants — soient tombés pour la justesse de notre lutte, en neuf mois de combats, notre peuple est déterminé à la poursuivre : femmes, hommes et enfants luttent côte à côte pour défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de notre pays. La situation de notre ennemi est celle d'un vaincu, mais pas d'un vainqueur.

Comment expliquez-vous les prétentions de l'Indonésie sur la République de Timor oriental ?

Pour répondre à cette question, il faut savoir ce qu'est le gouvernement indonésien. Ce dernier représente sinon une minorité réactionnaire qui est à l'origine du massacre de un million d'Indonésiens en 1965 et ce, afin de prendre le pouvoir et supprimer toutes les forces progressistes du pays. Cette minorité ne peut accepter et tolérer qu'un pays voisin progressiste comme le nôtre soit dirigé par un mouvement révolutionnaire, le FRETILIN...

D'une manière générale, les revendications de l'Indonésie sur notre pays font partie d'une politique stratégique impérialiste.

Quelles sont les perspectives d'action de votre gouvernement et du FRETILIN ?

L'ultime analyse de notre situation nous amène à conclure que les victoires militaires sont plus rapides que celles de la diplomatie. L'action diplomatique ne peut qu'appuyer l'action militaire. Son objectif est d'informer les pays qui soutiennent notre cause sur la réalité que nous vivons. Notre victoire sera un exemple pour la libération des peuples opprimés dans cette région et dans le monde.

Comment concevez-vous vos relations avec le gouvernement de la RASD et entre les deux peuples liés par une communauté de destin ?

Un communiqué conjoint FRETILIN-F. POLISARIO a été publié dans lequel le gouvernement de Timor-Est soutient et reconnaît le gouvernement de la RASD.

Nous sommes ici, en Algérie, pour réaffirmer notre reconnaissance de la RASD et établir avec ses dirigeants des relations à tous les niveaux, spécialement politiques et diplomatiques.

Notre lutte est commune, notre ennemi est commun. Nos forces doivent être communes, elles doivent se conjuguer.

RASD - République arabe sahraoui démocratique



Un détachement du FRETILIN, derrière celui-ci se regroupe tout le peuple (Photo Afrique Asie).

Le gouvernement indonésien n'est pas le peuple indonésien. Celui-ci a reconnu la justesse de notre lutte, mais le gouvernement indonésien a toujours refusé d'accepter la réalité de Timor-Est.

Comme notre lutte est une lutte de libération nationale, nous voulons reconquérir notre indépendance nationale en utilisant la violence révolutionnaire pour détruire la violence réactionnaire ennemie. La décision d'annexer notre pays va amener notre peuple à lutter avec plus de détermination et de courage. La victoire de notre lutte doit signifier la destruction, la mise en échec d'une base impérialiste dans le monde.

Nous avons ensuite exigé du gouvernement portugais l'ouverture de négociations en vue de définir un programme de décolonisation.

Mais le gouvernement portugais a purement et simplement abandonné le pays. C'est pourquoi nous avons proclamé l'indépendance de notre pays le 28 décembre pour légaliser un pouvoir légitime et de fait.

Quant à l'invasion de Dili par les troupes indonésiennes, nous l'avons prévue, nous l'avons même dénoncée bien avant qu'elle ne se réalise.

Aujourd'hui, les troupes indonésiennes ne contrôlent que Dili et la deuxième ville du pays. Mais comme notre lutte est juste